



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Politique française au Sahel

Question au Gouvernement n° 4759

Texte de la question

POLITIQUE FRANÇAISE AU SAHEL

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Lecoq.

M. Jean-Paul Lecoq. Guinée, Mali, Burkina Faso : les changements de régime dans le Sahel vous obligent à modifier radicalement votre politique dans la zone. Au Mali et au Burkina Faso, les coups d'État militaire semblent moins contestés que la présence française ! Certains pensent même que la prise de pouvoir par les militaires est un gage de retour à la souveraineté. Entendez-le !

Les sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre le Mali ont été vécues comme ayant été pilotées par la France. Or elles vont appauvrir les Maliens et les peuples alentour. Cela aussi, vous devez l'entendre !

Le résultat de votre obstination, c'est que notre ambassadeur a été expulsé du Mali. Les peuples du Sahel veulent se libérer d'un lien de subordination envers la France. Est-il monétaire, économique, ou militaire ? Les communistes pensent que ce lien repose sur ces trois dimensions à la fois.

Il faut rebattre les cartes de la présence française au Sahel. Les sociétés privées de sécurité comme Wagner ne sont là que parce que la politique française sahélienne a failli. Malgré le courage de nos soldats au Sahel, l'armée française a échoué. En conséquence, annoncez un plan de retrait de nos troupes avec un agenda concerté. Plutôt que les accords d'Alger qui vont déchirer le Mali, soutenez le désarmement de tous les groupes armés, comme cela a été proposé dans la feuille de route de Lusaka. Rendez une deuxième fois leur indépendance à ces États : mettez fin au franc CFA et au pillage des ressources par les multinationales françaises ! Faites respecter la démocratie : écoutez les peuples et pas seulement leurs dirigeants.

Les communistes et toutes les organisations de progrès sur place vous le demandent. Nous l'avons constaté avec la plus grande gravité lors du colloque Amath Dansokho qui s'est tenu à Dakar du 26 au 28 janvier 2022.

Si vous aviez fait tout cela, ces coups d'État se seraient heurtés à une résistance populaire forte. Monsieur le ministre, n'est-il pas temps d'écouter enfin les forces de progrès ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères.* Je suis surpris d'entendre M. Lecoq, pour qui j'ai par ailleurs une grande estime, reprendre mot pour mot ce que dit le colonel Goïta. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.*) On croirait entendre le porte-parole de la

junte !

Je voudrais rappeler plusieurs choses à M. Lecoq. Premièrement, la présence de la France et de ses alliés, y compris celle du G5 Sahel, au Mali mais aussi au Sahel, pour combattre le terrorisme est approuvée chaque année à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies. Vous devriez regarder cela de près : vous constaterez que la communauté internationale valide tous les ans cette présence (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Elle l'a fait de nouveau le 29 juin dernier, en adoptant la résolution 2584, dont je vous recommande la lecture.

Deuxièmement, j'ai dit tout à l'heure que le Mali se mettait au ban de l'Afrique : je constate – avec vous, je l'espère – que les quatorze pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sont d'accord avec notre appréciation de la situation ; ils ont condamné fermement l'évolution du Mali et imposé un blocus afin d'obliger ce pays à revenir à la démocratie. Vous êtes d'accord, vous, monsieur Lecoq,...

M. Jean-Paul Lecoq. Pas avec le blocus !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre . . .pour sept ans de junte sans consultation démocratique ? C'est ce qu'ils demandent !

J'observe enfin que l'Union africaine dans son ensemble a validé les choix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

L'isolement du Mali est tel aujourd'hui qu'il n'a plus qu'un seul partenaire : les mercenaires de Wagner (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) C'est tout ce qu'ils trouvent ! Tous les autres veulent que le Mali retrouve le chemin de la démocratie et du combat contre le terrorisme. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Lecoq](#)

Circonscription : Seine-Maritime (8^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4759

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 février 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 février 2022](#)